

Faut-il avoir peur de Trump ?

14 février 2017, 22:26 CET

Auteur



Pierre-Noël Giraud

Professeur d'Economie, Mines ParisTech



Donald Trump (et son équipe) dans le bureau ovale devant le « Resolute desk » le 25 janvier 2017.
Karl-Ludwig Poggemann/Flickr, CC BY

Faut-il avoir peur de Trump ? Certainement pas. Son élection nous met enfin tous, et les Américains en première ligne, au pied du mur : il va falloir se remettre à faire sérieusement de la politique.

Si Trump fait ce qu'il a dit, il signe le déclin irréversible d'un siècle « d'empire américain », déclin tant annoncé et par beaucoup tant désiré. Qu'avons-nous à en attendre ?

Une phase de mercantilisme... et d'autonomie financière

Sur le plan économique, la fin de la phase libre-échangiste des globalisations. Bien plus qu'un fait, les globalisations – numérique, des firmes et financière – sont en effet la structure même de l'économie contemporaine. Nous n'entrerons pas en « dé-globalisation », mais dans une nouvelle phase, mercantiliste, des globalisations.

Le gouvernement chinois pratique le mercantilisme de longue date. Par exemple, pour vendre un avion en Chine, Airbus ou Boeing doivent le produire en grande partie sur place, donc y investir et y entraîner leurs sous-traitants. Le gouvernement américain le pratique à moindre échelle. Trump menace de monter en puissance, avec cependant un instrument aujourd'hui grossièrement inadéquat : le protectionnisme classique par les droits de douane.

L'Europe devrait donc sérieusement envisager l'utilisation, comme le fait le gouvernement chinois, de l'instrument mercantiliste qui consiste à imposer des contenus minimaux de valeur ajoutée locale : ne pas entraver la circulation des marchandises par des droits de douane, mais attirer les investissements en exigeant que ce qui est vendu dans un territoire soit en partie produit dans ce territoire.

Aux Européens de faire de leur territoire, par une telle politique stratégique de contraintes et d'incitations, un lieu attrayant pour les investissements directs des firmes chinoises et des géants américains du numérique qui, si Trump persiste, vont vouloir diversifier leurs implantations.

Quant à la déréglementation annoncée par Trump de l'industrie financière, pourtant fort peu contrainte après la crise de 2008, elle nous enjoint de redéfinir **notre propre politique monétaire** et de stabilité financière et, pour pouvoir la mettre en œuvre, d'introduire des frottements dans la circulation internationale des capitaux.

Mercantilisme stratégique et autonomie financière nous feront ainsi regagner les marges de manœuvre étatiques dont nous avons le plus grand besoin pour lutter contre les inégalités croissantes qui nourrissent les idéologies xénophobes. Trump met donc en demeure une Europe refondée de définir une politique économique extérieure, mais aussi interne.

Multipolarisation et initiatives locales

En politique internationale, l'isolationnisme de Trump ouvre la voie à la montée des puissances régionales, dont la Russie, la Turquie, l'Iran, L'Inde, le Pakistan et bien sûr la Chine. Pourquoi s'en inquiéter ? Ces pays connaissent, généralement mieux que les services américains, les peuples et les enjeux politiques de leurs régions. Et l'on ne voit pas pourquoi une multipolarisation des conflits engendrerait pire que la destruction de l'Irak par l'empire américain déclinant, avec ses désastreuses conséquences au Moyen-Orient et dans le Sahel. Voilà qui met cependant l'Europe dans l'obligation de construire une défense et une politique extérieure commune.

En matière climatique on sait, depuis le succès de la COP 21 après des années de blocage, qu'il faut avant tout partir de la base. Gagner les opinions publiques, multiplier les initiatives locales et leur coordination globale : les initiatives de la société civile, de certaines entreprises et banques, des villes, des régions. Les États et la coordination inter étatique ne font que confirmer et couronner ce mouvement « de bas en haut ». L'éventuel recul annoncé par Trump de l'État fédéral va donc obliger la société et les instances locales américaines à innover et aller de l'avant.

Le défi du populisme

Enfin l'élection de Trump est la victoire, dans la première puissance mondiale, d'un populisme xénophobe, qui est également en cause dans le Brexit et se renforce dans toute l'Europe, voire dans le monde. Cette victoire contrainte, c'est le troisième et le plus grand défi, les peuples des États-Unis et d'Europe à une complète redistribution des antagonismes politiques structurants, entraînant un effacement du caractère central des lignes de fracture antérieures : gauche/droite, démocrates/républicains et la mise en crise profonde des partis traditionnels.

Dans ces pays, le champ politique parlementaire est désormais clivé entre d'un côté des partis xénophobes qui incitent à la guerre civile et ont le vent en poupe, de l'autre des partis de paix civile, aux contours et programmes encore bien mal définis, dont les propositions politiques centrales devraient être : en premier lieu la maîtrise et l'intégration des flux migratoires tant internes qu'externes, qui devient le thème central opposant les politiques de guerre et de paix ; en conséquence et en deuxième lieu : le traitement des multiples « contradictions au sein du peuple » engendrées par les diversités d'origine, religieuses, culturelles ; et enfin au plan économique : l'éradication de la forme la plus dangereuse, politiquement, des inégalités croissantes : « l'inutilité », c'est à dire le fait que de plus en plus d'hommes et de femmes sont désormais économiquement inutiles aux autres et à eux-mêmes, superflus, « en trop », ce qui constitue un terreau fertile pour le populisme.

Nous voici enfin devant nos responsabilités, la politique va recommencer. C'est une très bonne nouvelle.

 **extrême droite** **COP21** **géopolitique** **mondialisation** **xénophobie** **Brexit** **Trump président** **crise économique**
populisme **politique économique**